

L'honorable Justin Trudeau,
Premier ministre du Canada
Édifices du Parlement
Ottawa, Ontario

PAR COURRIEL

Le 29 novembre 2021

Monsieur le Premier ministre Trudeau,

Nous sommes extrêmement préoccupées par le fait que votre gouvernement ne se soit pas conformé à la décision prise en 2019 par le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CEDR), qui demandait au Canada de suspendre immédiatement les travaux relatifs au gazoduc Coastal Gas Link, au projet d'extension du pipeline Trans Mountain et au barrage du site C jusqu'à l'obtention du «consentement préalable, libre et éclairé» des peuples autochtones.

Le CEDR s'est alarmé des «déplacements forcés, de l'usage disproportionné de la force, du harcèlement et de l'intimidation par les forces de l'ordre à l'encontre des peuples autochtones qui s'opposent pacifiquement aux projets de développement à grande échelle» sur leurs territoires traditionnels sans leur consentement.

La *Convention sur l'élimination de la discrimination raciale* est une convention internationale contraignante, ratifiée par le Canada en 1970. Le Comité (CEDR) est chargé de surveiller la mise en œuvre de la *Convention* par les pays.

Le Canada a l'obligation légale de se conformer à la *Convention* et de respecter les droits des peuples autochtones à l'égard de leurs terres. Jusqu'à présent, cependant, votre gouvernement a fait le contraire. Il a rejeté les conclusions du CEDR, ignoré les obligations légales des divers gouvernements canadiens en vertu de la *Convention*, et traité les graves violations des droits humains avec un manque de considération et de transparence consternant.

Très récemment, le CEDR a critiqué le Canada pour sa réponse inadéquate à ce jour, affirmant que la lettre envoyée par le gouvernement le 7 juillet 2020 – qui n'a pas été rendue publique – «n'a fourni aucune information sur les mesures prises pour répondre aux préoccupations soulevées par le Comité dans sa décision du 13 décembre 2019.» Le CEDR a demandé au gouvernement canadien de fournir une réponse appropriée à ses préoccupations d'ici le 15 novembre 2021 dans le cadre du rapport périodique du Canada prévu à cette date.

Le gouvernement du Canada a ignoré la date du 15 novembre 2021 et n'a pas répondu au CEDR. Il a préféré augmenter le recours à la force contre les peuples autochtones qui s'opposent à ces projets d'exploitation de combustibles fossiles en

Colombie-Britannique, alors même que les catastrophes liées aux changements climatiques font des ravages et détruisent les communautés environnantes.

En Colombie-Britannique, cette semaine, les changements climatiques ont causé des inondations et des glissements de terrain catastrophiques qui ont tué au moins quatre personnes, en ont déplacé des milliers, ont détruit des maisons et des fermes, ont détruit des infrastructures de transport et agricoles essentielles, et noyé des milliers d'animaux. Ces inondations surviennent trois mois seulement après qu'un «dôme de chaleur» dévastateur ait entraîné des centaines de morts et provoqué des incendies de forêt destructeurs. Bien que la province soit actuellement en état d'urgence pour des motifs climatiques, l'invasion des territoires Wet'suwet'en et Gitksan par la Gendarmerie royale du Canada et l'arrestation de personnes protégeant les terres autochtones, de guides autochtones, de spécialistes du droit et de journalistes ont été jugées prioritaires.

Au lieu de traiter ses obligations en vertu de la *Convention* comme les obligations légales sérieuses et contraignantes qu'elles sont, et de répondre aux demandes d'information du CEDR avant le 15 novembre 2021, le gouvernement du Canada a informé les journalistes que Patrimoine canadien fournira un rapport au CEDR en 2022. Cette inaction est contraire aux obligations contractées en vertu de la *Convention*, et illustre le mépris et le rejet du régime des droits humains auquel le Canada s'est engagé.

Nous savons parfaitement que Patrimoine canadien coordonne les rapports réguliers que le Canada présente aux organes de traités des Nations Unies. Il est toutefois évident que Patrimoine canadien n'est pas le ministère où sont prises les décisions concernant la poursuite des travaux sur le site C, le projet d'extension du pipeline Trans Mountain et le pipeline Coastal Gas Link. Patrimoine canadien ne prend pas non plus les décisions concernant le déploiement de la Gendarmerie royale du Canada, lourdement armée, pour surveiller, interpellier et arrêter les défenseurs des droits humains autochtones. Dans ces circonstances, le fait de renvoyer au ministère du Patrimoine canadien les demandes de renseignements du public et des médias sur les actions paramilitaires menées contre les défenseurs autochtones des terres est une attitude condescendante et rend évident le refus du Canada de prendre au sérieux les procédures du CEDR et d'exécuter le traité de bonne foi (*pacta sunt servanda*) comme l'exige l'article 26 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*.

Pendant deux ans, le gouvernement canadien a ignoré la décision du CEDR de 2019. Au lieu de respecter les droits humains et de prendre des mesures énergiques pour lutter contre les changements climatiques, le gouvernement canadien a intensifié le recours à la force contre les défenseurs des terres autochtones qui, en plus de leurs droits autochtones, défendent la santé de la planète pour nous toutes et tous. Depuis 2019, date à laquelle le CEDR a publié sa déclaration, la situation des défenseurs des terres autochtones en Colombie-Britannique s'est détériorée.

Nous demandons donc au gouvernement du Canada de:

- Se conformer à la décision du Comité des Nations unies pour l'élimination de la

discrimination raciale et suspendre immédiatement les travaux relatifs au gazoduc Coastal Gas Link, au projet d'extension du gazoduc Trans Mountain et au barrage du site C jusqu'à l'obtention du consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones;

- Mettre fin aux expulsions forcées des peuples qui occupent leurs territoires traditionnels pour s'opposer à la construction de pipelines sur leurs terres sans leur consentement;
- Retirer la Gendarmerie royale du Canada et les services de sécurité et de police connexes des terres Secwépemc et Wet'suwet'en;
- Respecter les obligations internationales en matière de droits humains et garantir les droits humains internationalement reconnus des défenseurs des terres Secwépemc et Wet'suwet'en et de leurs supporters;
- Permettre aux aliments et aux médicaments essentiels d'atteindre les communautés;
- Rendre publique la lettre adressée par le gouvernement au CEDR en juillet 2020, ainsi que toute correspondance future concernant la conformité du Canada à la déclaration du CEDR.

Dans un État fédéral comme le Canada, la mise en œuvre des obligations internationales en matière de droits de la personne relève à la fois des paliers de gouvernement fédéral et provincial. Mais c'est au gouvernement fédéral qu'il incombe de mobiliser, d'encourager et d'exhorter les gouvernements provinciaux, en l'occurrence la Colombie-Britannique, à se conformer aux obligations internationales auxquelles votre gouvernement a engagé tous les acteurs étatiques canadiens. S'il ne le fait pas, votre gouvernement enfreint ses obligations en matière de droits de la personne.

Nous attendons votre réponse.

Aboriginal Women's Action Network

Amnesty International Canada (English Branch)

Amnistie Internationale Canada francophone

Canadian Association of Physicians for the Environment

Canadian Centre for Policy Alternatives, BC

Canadian Voice of Women for Peace

Canadian Feminist Alliance for International Action (FAFIA)

Ecojustice Canada

Environmental Defence

Friends of the Earth Canada

Greenpeace Canada

Justice for Girls

Just Planet

La Ligue des droits et libertés du Québec

National Association of Women and the Law

Sierra Club of BC

Social Rights Advocacy Centre

Tiny House Warriors

Tsleil-Waututh Nation Sacred Trust Initiative

Union of B.C. Indian Chiefs

Urban Native Youth Association

West Coast Environmental Law

Zoe Craig-Sparrow, BA (UBC) MA (London), Director of Indigenous Rights and Environmental Justice, Justice for Girls

Ellen Gabriel, Indigenous Human Rights and Environmental Activist, Kanehsatake

Dr. Sharon McIvor, LLB (Victoria) LLM (Queen's), Professor, Nicola Valley Institute of Technology; President, B.C. Association of Aboriginal Friendship Centres; *petitioner in legal challenge to *Indian Act* sex discrimination, *McIvor v. Canada*

Matthew Norris, President of the Urban Native Youth Association

Dr. Pamela Palmater, BA (STU) LLB (UNB) LLM (Dal) JSD (Dal), Professor, Chair in Indigenous Governance, Ryerson University

Patricia M. Barkaskas, BA, MA, JD, Associate Professor of Teaching, Academic Director, Indigenous Legal Studies, Academic Director, Indigenous Community Legal Clinic, University of British Columbia

Jane Bailey, BAS (Trent), MIR (Queens), LLB (Queens), LLM (Toronto), Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Maude Barlow, author, activist and winner of the Right Livelihood Award

Susan B. Boyd, Professor Emerita, Allard School of Law, University of British Columbia

Suzanne Bouclin, MA, LLM, PhD, Associate Professor, Faculty of Law, University of Ottawa; former member of the Ontario Human Rights Tribunal; member of the Global Young Academy

Ed Broadbent, PC CC, Chair, Broadbent Institute*

Dr. Gwen Brodsky, LLB (Victoria), LLM (Harvard), PhD (Osgoode), Human Rights Lawyer

Jim Brophy, PhD, Adjunct Assistant Professor, Department of Sociology, Criminology, and Anthropology, University of Windsor*

Vince Calderhead, LLB (Dal), MA (Concordia), MA (Queen's), Human Rights Lawyer, Pink Larkin*

Angela Cameron, LLB (Dal), LLM (UBC), Ph.D (Victoria), Associate Professor, Faculty of Law, University of Ottawa; Co-Editor, *Canadian Journal of Women and the Law*; Director, Canadian Association of Law Teachers

Barbara Cameron, PhD (Toronto), Associate Professor, Department of Politics, York University

Maxwell A. Cameron, Professor, Department of Political Science and Director (on leave) of the Centre for the Study of Democratic Institutions in the School of Public Policy and Global Affairs, University of BC

Bruce Campbell, Adjunct Professor, York University, Faculty of Environmental and Urban Change; Senior Fellow, Centre for Free Expression, Ryerson University

Rebecca Cook, CM, JD, JSD, FRSC, Professor Emerita, Faculty of Law, University of Toronto

Shelagh Day, CM, Chair, Human Rights Committee, Canadian Feminist Alliance for International Action; human rights expert and author

Margaret Denike, MA (UBC), LLM (Queen's), PhD (York), Coordinator, Program in Law, Justice & Society, Department of Political Science, Dalhousie University

Leilani Farha, Global Director, The Shift; Open Society Foundation, Fellow; Canadian Urban Institute, Fellow; International Commission of Jurists, Commissioner; Former UN Special Rapporteur on the right to housing

Kerri Anne Froc, LLB (Osgoode), LLM (Ottawa), PhD (Queen's), Associate Professor, Faculty of Law, University of New Brunswick

Zoe Grames-Webb, Child Plaintiff, *La Rose v HMTQ*

Vincent Greason, popular educator; former Carold Institute Fellow; recipient of the Prix Émile Ollivier

Martha Jackman, LLM, LSM, FRSC. Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Margaret Keith, PhD, Adjunct Assistant Professor, Department of Sociology, Criminology, and Anthropology, University of Windsor, Windsor, Ontario*

Naomi Klein, Professor of Climate Justice, University of British Columbia

Seth Klein, Team Lead, Climate Emergency Unit; author; former Director of the Canadian Centre for Policy Alternatives, B.C. Office

Lucie Lamarche, PhD, AdE, MSRC, Professeure, Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal

Michele Landsberg, Journalist and social activist

Avi Lewis, Filmmaker and broadcaster

Stephen Lewis, CC, Chair of the Stephen Lewis Foundation,* former Permanent Representative of Canada to the United Nations

Monia Mazigh, Ph.D. author, academic and human rights activist

Alex Neve, Senior Fellow, Graduate School of Public and International Affairs, University of Ottawa; former Secretary General, Amnesty International Canada

Bruce Porter, Expert on Economic, Social and Cultural Rights; Advisor to the UN Special Rapporteur on the Right to Adequate Housing; former Commissioner of the Ontario Human Rights Commission; Executive Director, Social Rights Advocacy Centre

Sanda Rodgers, Professor Emerita, Faculty of Law, University of Ottawa

Kathleen Ruff, Former Director, BC Human Rights Commission; recipient, Medal of the Quebec National Assembly

Elizabeth Sheehy, LLB, LLM, LLD (hons), FRSC, O. Ont., Professor Emerita, Faculty of Law, University of Ottawa

Penelope Simons, PhD (Cantab.), Professeure agrégée/Associate Professor, Gordon F. Henderson Chair in Human Rights, Vice-doyenne à la recherche/Vice Dean Research, Université d'Ottawa/University of Ottawa

Louise Vandelac, PhD, Professeure titulaire, Département de sociologie et Institut des sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal*

Lucinda A. Vandervort, J.D., LLM, PhD, Professor of Law, University of Saskatchewan

Annabel Webb, BA MA (UBC), MSt (Oxford), Fellow, David Suzuki Foundation; Director, Just Planet.

Dr. Peter Wood, PhD, Co-founder of the Coalition for Environmental Rights

Stepan Wood, Canada Research Chair in Law, Society and Sustainability; Director, Centre for Law and the Environment, Allard School of Law, University of British Columbia

Margot Young, BA (UBC), JD (UofT), MA (UofT) MJSP (Berkeley), Professor, Allard School of Law, University of British Columbia

cc: The Honourable David Lametti, Minister of Justice and Attorney General of Canada

The Honourable Marc Miller, Minister of Crown-Indigenous Relations

The Honourable Jonathan Wilkinson, Minister of Natural Resources

The Honourable Steven Guilbeault, Minister of Environment and Climate Change

The Honourable Mélanie Joly, Minister of Foreign Affairs

The Honourable Marco Mendicino, Minister of Public Safety and Solicitor General

Yves-François Blanchet, Leader of the Bloc Québécois

Erin O'Toole, Leader of Conservative Party of Canada

Jagmeet Singh, Leader of the NDP

Amita Kuttner, Leader of the Green Party of Canada

The Honourable John Horgan, Premier of the Province of British Columbia

The Honourable David Eby, Minister of Justice and Attorney General of British Columbia

The Honourable Mike Farnworth, Deputy Premier, Minister of Public Safety and Solicitor General

The Honourable Murray Rankin, Minister of Indigenous Relations and Reconciliation